

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Convention des Gaullistes Sociaux

pour la Ve République

Septembre-octobre 2009 : n° 59

Editorial

Rentrée



La rentrée politique des Français, rythmée par d'innombrables universités d'été et d'automne, nous semble marquée par la conjonction de trois phénomènes.

C'est, d'abord, que la compétition présidentielle de 2012 a déjà commencé. Les discours et les comportements des uns et des autres le démontrent aisément. Devons-nous rappeler que cette situation nous paraît tout à fait déplorable ? La vie politique de la nation se trouve ainsi perturbée par une campagne électorale permanente, qui fausse l'évaluation exacte des problèmes qui se posent au pays et tend à ne leur apporter que des solutions démagogiques. Ce qui nous fait encore plus regretter d'avoir été si peu nombreux à rejeter, il y a quelques années, le quinquennat.

C'est, ensuite, qu'en vue de cette compétition majeure, les lignes de partage de la politique française ont peu évolué, malgré l'émergence de nouveaux et redoutables problèmes nationaux et mondiaux.

La droite a, à peu près, achevé de se rassembler, avec l'entrée de M. de Villiers dans le Comité de coordination de la majorité présidentielle. Cette entrée, logique à certains égards, pose toutefois le problème de la cohérence de cette majorité dans sa politique européenne : un

point d'équilibre pourra-t-il être trouvé entre le souverainisme des uns et le tropisme européen des autres ?

La situation est apparemment plus confuse à gauche où le parti socialiste, plus que jamais victime de ses divisions et de ses indécisions, se trouve menacé à sa « droite » par les cohortes disparates de M. Cohn-Bendit et à sa « gauche » par la poussée, non négligeable, des partisans de M. Mélenchon. Mais les redistributions possibles, à l'avenir des forces des uns et des autres devraient se faire dans un même espace, que ne pourra guère agrandir l'appel du pied de M. Bayrou à la gauche.

Reste l'essentiel : c'est-à-dire la poursuite et l'approfondissement des réformes entreprises à l'initiative de M. Sarkozy ; la crise économique mondiale, les incertitudes de

la conjoncture, le réveil possible des contestations ouvrières, l'enracinement du terrorisme international ne devraient pas faciliter les solutions espérées. A moins qu'un sursaut ne permette à la nation de sortir de l'immobilisme mou qui la menace à nouveau.

Souhaitons-le. Car, plus que jamais, il n'y a de solution à nos problèmes que dans le mouvement.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est tous les Français.* ”

Ce n'est pas la gauche, la France.

Ce n'est pas la droite, la France. ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

Il faut que chaque région, qui y est justifiée par son étendue et sa valeur, ait la volonté et reçoive les moyens de prendre la part qui lui revient dans l'ensemble de l'effort national.

Général de Gaulle - Discours de Quimper, 2 février 1969

NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

Une des difficultés de la Ve République est toujours venue des rapports complexes prévus par la Constitution entre le président de la République et le Premier ministre. A un moment où ceux-ci, pour diverses raisons, se modifient profondément, il nous a paru nécessaire de rappeler ce que le général de Gaulle en a dit lui-même, avec beaucoup de fermeté, dans sa conférence de presse du 9 septembre 1968, en répondant à une question relative à ceux qui, sous ses principats, avaient occupé ces fonctions.

— Mon Général, après les événements de mai et de juin, vous avez procédé à un remaniement ministériel tout en maintenant M. G. Pompidou au poste de Premier ministre. Après les élections du 30 juin, vous avez, de nouveau, procédé à un remaniement ministériel, mais, cette fois, vous avez remplacé M. G. Pompidou comme Premier ministre.

Pourriez-vous nous dire pourquoi ?

— «Dans notre République, c'est le Chef de l'Etat qui répond de l'intérêt supérieur et permanent de la France, de la stabilité des institutions, de la continuité dans la conduite des affaires publiques. Sa fonction et son action sont donc à grande portée et dépassent la conjoncture. Aussi est-il élu par le peuple pour sept ans. Aussi, est-il rééligible.

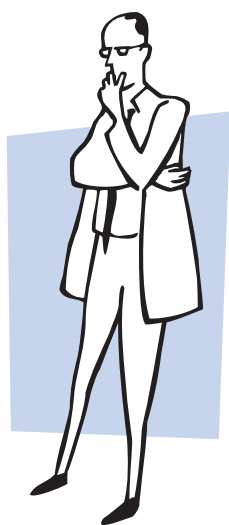
Le Premier ministre, choisi et nommé par le Chef de l'Etat, est, lui, aux prises avec la conjoncture. Ayant constamment à orienter, à coordonner et à suivre l'activité des autres ministres et celle des Administrations, à mettre à exécution le pouvoir réglementaire, à conduire la participation du Gouvernement au travail législatif et au contrôle du Parlement, à se tenir en contact avec les faits, les opinions, les intérêts, il vit, sans trêve ni ménagement, dans ce qu'on nomme la politique, c'est-à-dire dans l'immé-

diat, pour y traduire en actions du moment les directives d'ensemble données par le Président. Il y dépense, sans pouvoir compter, ce qu'il a de valeur et de possibilités humaines, aux points de vue intellectuel, moral et, même, physique. Sans doute faut-il qu'il dure et endure assez longtemps pour parcourir ce qu'on peut appeler «une phase» dans l'œuvre des pouvoirs publics, autrement dit, en moyenne, pendant plusieurs années. Mais, par principe et par nécessité, sa tâche a des limites. Il doit donc être relevé quand le moment en est venu, sans d'ailleurs que ce remplacement implique pour l'Etat aucune rupture dans ses desseins ni aucun retournement dans sa marche, puisque c'est au Président qu'il appartient de fixer les objectifs, la direction et le rythme.

Depuis que j'exerce mes actuelles fonctions, j'en suis à mon troisième Premier ministre. Le voici, à mon côté ! On sait ce que furent, dans cette charge, les mérites de M. Debré, puis ceux de M. Pompidou, l'importance et la qualité de ce qu'ils y ont accompli. Puisque vous m'avez parlé du second, je dirai, qu'après avoir fait tout ce qu'il a fait au cours de six ans et demi de fonction – durée qui n'a aucun précédent depuis quatre générations –, montré, au cours de la secousse de mai-juin, une exemplaire et salubre solidité et contribué si bien au succès national des élections, il était bon qu'il fût, sans aller jusqu'à l'épuisement, placé en réserve de la République. C'est ce qu'il souhaitait. C'est ce que j'ai décidé, en l'invitant, comme on sait, à se préparer à tout mandat qu'un jour la nation pourrait lui confier».

Discours et messages

édition Plon - tome V, p. 323-324



CHRONIQUE

Chronique

Commémoration du quarantième anniversaire du discours de Jacques Chaban-Delmas sur la «nouvelle société»

Le 16 septembre 2009, la commémoration qu'avaient souhaitée l'association «Chaban aujourd'hui» et le Centre d'histoire contemporaine de Sciences Pô de Paris a été pleinement réussie.

Sous l'impulsion du président et du secrétaire général de l'association, Jean-Jacques Chaban-Delmas et Xavier Louy, et des universitaires Jean-François Sirinelli, Gilles Le Béguec et Bernard Lachaise, un nombre considérable d'historiens et de témoins ont, en effet, été réunis à l'Assemblée nationale, dont le président Bernard Accoyer, les reçut avec une attention amicale. Mme Jacques Chaban-Delmas suivit en permanence les débats.

Ceux-ci avaient été organisés sous la forme de quatre tables rondes, ouvertes, pour trois d'entre elles, par l'exposé d'un historien, successivement Bernard Lachaise, Jean Garrigue et Gilles Le Béguec qui ont rappelé, en toute objectivité, la genèse, le message, l'application et l'actualité du discours du 16 septembre 1969.

A la première table ronde, Jacques Delors exposa les conditions dans lesquelles avait été élaboré ce discours fondateur. Marie-France Garaud tenta, ensuite, de justifier les motifs de l'opposition que Pierre Juillet, Jacques Chirac et elle-même déclenchèrent aussitôt contre Chaban, ce qui lui valut une vive réplique de Catherine Nay, journaliste à l'époque.

La deuxième table ronde comporta l'analyse précise et brillante du discours du 16 septembre par Yves Cannac, qui en fut un des principaux rédacteurs. Jean Charbonnel rappela alors, en présence de Robert Poujade, le point de vue, unanimement favorable, du mouvement gaulliste, l'UDR, dont il était le secrétaire général adjoint, et de la majorité parlementaire dont il fut le porte-parole dans le débat qui suivit à l'Assemblée nationale. Il insista notamment sur le fait que la rupture souhaitée par Chaban n'était pas un désaveu de la période gaullienne de notre

Histoire, dont le député-maire de Bordeaux avait été un des principaux acteurs, mais l'engagement de rénover en profondeur les structures sclérosées du pays, comme le Général l'avait réclamé au cœur même de la crise de 1968. Jean Charbonnel, évoquant l'attitude des adversaires de cette rénovation, conclut en constatant que leur action avait fait perdre à la France une occasion unique de moderniser et de prolonger le gaullisme et que la nouvelle société n'était pas morte de sa belle mort, mais avait été «assassinée».

L'après-midi, le colloque fut d'abord marqué par le témoignage télévisé de Valéry Giscard d'Estaing qui, interrogé par Catherine Nay, révéla qu'en 1980, il avait demandé à Jacques Chaban-Delmas de devenir son Premier ministre, ce que Chaban avait dû refuser en raison de l'attitude hostile de la fraction chiraquienne du RPR. D'autres témoignages importants furent ensuite apportés, sous la présidence du directeur de *L'Express*, Christophe Barbier, par Alain Juppé et Michel Rocard, à la fois sur leurs relations avec Jacques Chaban-Delmas et sur ce que le combat pour une nouvelle société pouvait aujourd'hui représenter.

Ce fut aussi sur ces deux plans que s'exprimèrent, enfin, des représentants des forces politiques actuelles : Xavier Bertrand, François Bayrou et, pour le PS, Gaëtan Gorce. De nombreuses questions furent alors posées aux intervenants, en particulier par Pierre Pascal et plusieurs parlementaires présents. Une lettre chaleureuse du président de la République, lue par Jean-Jacques Chaban-Delmas, clôtura la manifestation.

Jean-Jacques Chaban-Delmas, tirant les conclusions de cette journée qui rassembla plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup de jeunes, nota qu'un tel écho, quarante ans après qu'ait été prononcé le discours sur la nouvelle société, prouvait, au delà de ce que l'on pouvait espérer, à quel point la pensée et la démarche de Jacques Chaban-Delmas restaient présentes dans la mémoire du peuple français ■

HUMEURS D'HIER et d'avant-hier

Nous reprenons le rappel, dans nos morceaux choisis de l'antigaullisme, de quelques pages dont la relecture peut aujourd'hui surprendre.

Il s'agit, cette fois, d'extraits de la conclusion du livre de Jean Teitgen, «Le gaullisme en question» (Paris, Julliard, 1981, p. 139-142). M. Teitgen, journaliste à la télévision sous la IV^e République, s'était signalé par la virulence de ses attaques à l'égard du général de Gaulle et de ses amis, en oubliant la promesse qu'avait faite son parti, le MRP, d'être «le parti de la fidélité».

«Si, tout au long de cet ouvrage, je n'ai pas cherché à dissimuler mon refus de «suivre de Gaulle», ce n'est pas seulement en raison des conditions dans lesquelles il s'est emparé du pouvoir en 1958, mais parce que, précisément, il exigeait d'être «suivi» [...]

Homme libre, donc citoyen, j'entends assumer les responsabilités qui m'incombent. Ecrire en est une. Mais également celle de ne jamais suivre quiconque m'invite à le faire sans m'avoir précisé sans équivoque la direction dans laquelle il entend m'entraîner. C'est à ma liberté qu'il s'adresse. Ma dignité m'interdit de la transformer en obéissance avant d'avoir contrôlé son identité et apprécié la valeur de ses propositions.

Toutes les incantations gaulliennes me sont étrangères. La prédilection du «Général» pour la solitude ne m'effraie pas. Je repousse le mépris dont elle est tissée. Son autoritarisme répugnait à mon respect pour ceux dont il entendait briser la volonté.

Lorsqu'on se trouve «hissé sur le pavois des maîtres», la tentation est grande «d'embrasser l'univers» pour reprendre ses orgueilleuses formules. Il estimait en être capable et nul autre que lui ! «Ah ! si j'étais le maître», l'entendait-on soupirer. Peut-on, pour ne pas avoir à rougir d'une admiration trop hâtive, trop «instinctive» et dangereuse, songer à ce que cet homme eût pu réaliser s'il n'avait pas flatté les foules pour parvenir

au pouvoir, dénoncé ceux qui en étaient en dehors de lui les détenteurs, comme autant d'incapables toujours prêts à trahir, les ridiculisant jusqu'à l'odieux et l'outrage.

Ayant, avec tant d'autres, sauvé l'honneur de son pays, était-il en droit d'exiger de ses concitoyens l'offrande de leur admiration et le sacrifice de leur liberté de jugement jusqu'aux jours de leur première hésitation et enfin de leur refus ?

Mais, me dira-t-on, de Gaulle n'est-il pas l'homme d'Etat qui s'est le plus directement et le plus souvent adressé au peuple ? Sans doute, mais en conférant à cette démarche le sens précis qu'un écrivain comme lui ne pouvait ignorer, celui d'une *sollicitation*. Il s'agissait toujours pour lui de solliciter du peuple un abandon de souveraineté d'autant plus condamnable qu'il était obtenu sous la menace de son départ. On ne pouvait plus alors parler d'un référendum démocratique, mais d'un plébiscite de type consulaire ou impérial !

L'absence de mémoire est un mal bien «gaulois» ! Pouvons-nous désormais et avant longtemps nous moquer de ces peuples qui agissent comme nous l'avons fait dix ans durant ? [...] Le référendum doit être utilisé, mais à condition de n'en jamais confier l'usage à un seul homme et surtout pas pour essayer de dresser le pays contre ses représentants librement élus. L'équilibre des pouvoirs est alors rompu et la route ouverte à toutes les aventures».



DIALOGUES

Dialogues

1 *Comment jugez-vous les premiers mois du gouvernement de M. Obama aux Etats-Unis et l'attribution du prix Nobel qui vient de lui être faite?*

La Lettre d'Argos : Ce prix nous semble prématuré.

D'une part, il a essayé des échecs conséquents dans la politique qu'il conduit en Irak et en Afghanistan, ainsi que dans ses rapports avec Israël, qui n'a en rien atténué sa volonté de colonisation. Sur le plan intérieur, il s'est heurté à une opposition d'une violence inouïe, dressée contre ses projets d'assurer une couverture médicale décente à l'ensemble de la population américaine. Peut-être avait-on trop attendu de lui : malgré son volontarisme, il ne pouvait faire de miracle.

En revanche, la décision que le Président a prise de renoncer au projet de bouclier antimissile apparaît comme une sage décision, qui rompt heureusement avec les obsessions sécuritaires de l'«ère» Bush. Il est d'autant plus souhaitable que la Russie, libérée sur ce plan de son complexe obsidional, joue le jeu de l'apaisement là où son influence demeure forte.

Au demeurant, n'est-ce pas l'intérêt de toutes les puissances de tendre à établir entre elles un certain équilibre ? A un moment où la crise financière et économique n'est pas enrayée, la prétention des uns ou des autres à exercer un «leadership» est plus vaine que jamais.



2 *Que reste-t-il du rêve européen ?*

La Lettre d'Argos : La construction européenne se poursuit, mais elle est désormais privée d'une part du rêve qui s'y était attaché. On ne peut que le constater, sans oublier, pour autant, que dans bon nombre de problèmes qui se posent aujourd'hui au monde, les puissances européennes ont le plus grand intérêt à se grouper pour faire entendre leur voix.

Mais l'unité n'a jamais signifié pour nous l'uniformité. Ce qui est en train de se dissiper, c'est l'utopie fédéraliste dont nous avons maintes fois dénoncé la nocivité. A cet égard, le jugement de la Cour constitutionnelle allemande, en date du 30 juin dernier, conditionnant l'adoption finale du traité de Lisbonne au renforcement des droits du Parlement allemand vis-à-vis des instances européennes est apparue comme un coup d'arrêt salutaire. On ne peut que regretter que les instances correspondantes de la France n'aient pas fait preuve de la même lucidité et du même courage.

Les conditions dans lesquelles M. Barroso a été réélu président de la Commission européenne, malgré le puissant tir de barrage qui lui a été opposé, nous semblent relever du même retour au bon sens. Les critiques formulées contre lui, qui visaient un programme à peine formulé, relevaient, en effet, d'un pur et simple procès d'intention. Le vrai débat pourra s'ouvrir à partir de la ratification du traité de Lisbonne sur les conditions de son application. Le vote positif des Irlandais n'a donc pas réglé le problème.

3 *Estimez-vous que la France doive exprimer sa «repentance» vis-à-vis de l'Algérie ?*

La Lettre d'Argos : Certainement pas sous la forme que certains souhaitent, en Algérie ou même en France.

D'une manière générale, nous sommes hostiles, ainsi que nous l'avons indiqué plusieurs fois dans ces colonnes, à ces manifestations dites de repentance, pour trois raisons : le passé qu'elles évoquent est souvent reconstruit pour des motifs idéologiques et partisans contestables ; elles développent un masochisme qui paralyse l'action au présent sans réparer le passé ; elles font peser sur les générations actuelles des erreurs ou des fautes dont celles-ci ne sont en rien responsables.

Tous ces arguments nous semblent valoir pour l'Algérie. La conquête de son territoire par la France, en partie provoquée par les exactions des Barbaresques, a souvent été brutale et presque toujours sanglante ; la colonisation qui a suivi a été entachée par les graves inégalités qu'elle a créées et entretenues entre les populations arabes, Kabyles et européennes. Inversement, la présence française a permis un développement considérable de la population, la construction d'une infrastructure moderne, la mise en valeur et le rattachement aux provinces littorales de l'immense Sahara.

Personne n'a donc le droit de tirer uniquement au noir un bilan finalement assez équilibré. Aussi bien, serait-il profondément injuste de réduire les relations franco-algériennes, qui sont si nécessaires, au choc de deux intégrismes qui font tout, depuis si longtemps, pour saboter la coopération féconde qu'imposent la géographie et les intérêts bien compris des deux parties. En ce qui concerne la France, les comportements des survivants ou des héritiers de l'OAS sont, à proprement parler, intolérables. Au contraire, la volonté que manifestent aujourd'hui des pieds-noirs qui n'ont jamais désespéré d'établir une réelle solidarité entre la France et l'Algérie pour le présent et pour l'avenir, doit être saluée et encouragée : l'amitié retrouvée des deux pays ne devrait-elle pas être au centre du grand projet de l'Union pour la Méditerranée ?

4 *Que pensez-vous des résultats du G20 ?*

La Lettre d'Argos : Ils sont à la fois importants et limités.

Importants, dans la mesure où nous devons nous réjouir de l'influence accrue reconnue aux pays émergents dans le fonctionnement du Fonds Monétaire International, ainsi que de la promesse d'une aide plus conséquente aux pays les plus pauvres. Nous ne pouvons, également, qu'approuver la prudence manifestée par ce Sommet sur le diagnostic à porter sur la crise financière, économique et politique déclenchée il y a un an, même si le pire est sans doute passé. La prise de conscience, dans la déclaration finale, des «irresponsabilités» majeures qui ont été à l'origine de ce cataclysme va également dans le bon sens.

Mais pourra-t-on, dans l'avenir, les éviter totalement ? Il n'est pas sûr que la création, préconisée par certaines, d'une «Organisation mondiale de la finance» soit le meilleur moyen d'y parvenir : la superposition sur les institutions actuelles d'une nouvelle bureaucratie ne ferait, sans doute, que compliquer encore la situation.

C'est bien pourquoi ces résultats restent limités, puisque peu de mesures concrètes y ont été décidées pour faire face efficacement à une situation qui demeure préoccupante. Il était bon de multiplier les vœux pieux concernant la nécessité de réguler les mécanismes des banques et d'assurer la transparence des marchés. Il eût été meilleur de prendre des mesures plus radicales au sujet des bonus, qui représentent la triste caricature du système actuellement en vigueur.

Il reste que la transformation d'un G8 informel et un G20 institutionnel constitue une incontestable avancée, qu'il faut saluer comme telle. Sans oublier la part qu'a prise le président de la République dans ce progrès, que bien d'autres encore devraient suivre ■



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre de la Convention des gaullistes sociaux
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Septembre-Octobre 2009, n° 6769